

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

*Tous à la fête de la
rencontre français-immigrés*

Les 10 et 11 juin à partir de 14H

Centre culturel de Chelles

Place des martyrs de Chateaubriant

Organisée par le Comité de coordination des foyers Sonacotra, le Comité des locataires de la cité Logirep des Coudreaux, le Centre socio-éducatif LPS, le Centre d'action culturelle de Chelles.

Dans notre édition datée du samedi,

4 Pages «spécial-Renault»

Communiqué du Bureau politique
du Parti communiste
marxiste-léniniste de France

Exigeons la libération des emprisonnés corses

A l'occasion de la visite du président Giscard d'Estaing, CRS, gendarmes mobiles, inspecteurs de police et barbouzes en tout genre sont envoyés en Corse. L'État français, loin de prendre véritablement en compte les problèmes du peuple corse, a mis l'île en véritable état de siège.

L'État français, quels que soient les discours prononcés par ses représentants, n'a nullement l'intention de changer sa politique : sous-développement de l'île, droits nationaux du peuple corse bafoués, exil de milliers de travailleurs réduits au chômage, répression accrue envers ceux qui luttent pour leurs droits fondamentaux.

La politique de l'État français est combattue par la masse des patriotes corses. Nationalistes et autonomistes veulent autre chose que des promesses cent fois répétées et ils l'ont prouvé par l'action.

C'est par crainte du développement de la lutte du peuple corse que le pouvoir s'est lancé à plusieurs reprises dans une vaste offensive de répression, celle survenue ces jours-ci étant plus forte encore que les précédentes.

Vingt-quatre patriotes ont été arrêtés et déferés devant la Cour de sûreté de l'État, cette juridiction d'exception dont nous exigeons l'abrogation. Serge Cacciari, condamné le 10 juillet 1976 à dix ans de réclusion criminelle par cette même Cour de sûreté, a entamé, ce 26 mai, une grève de la faim.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France réaffirme son soutien total à la lutte du peuple corse. Il appelle les travailleurs et le peuple de France à exiger la libération de tous les patriotes corses emprisonnés et à combattre la politique répressive du gouvernement. Que dans les entreprises, les sections syndicales rédigent des motions allant dans ce sens, de même dans les campagnes et les quartiers, dans diverses organisations populaires.

Nous sommes persuadés que la répression ne saurait arrêter la lutte de tout un peuple. Les patriotes corses, la classe ouvrière et le peuple de France luttent contre un même ennemi : l'État capitaliste français.

La Corse est une nation opprimée et en tant que nation, elle lutte pour son droit à l'auto-détermination. Plus que jamais renforçons l'unité de combat entre le peuple corse et le peuple français.

Le 7 juin 1978

Après l'intervention des CRS

L'ÉPREUVE DE FORCE CONTINUE

Solidarité avec les ouvriers de Renault !

A Flins, les CRS ont évacué l'usine et les ouvriers des ateliers de presse continuant la grève. A l'appel de la CGT et de la CFDT, des débrayages sont prévus mercredi dans les autres secteurs de l'usine qui emploie 20 050 travailleurs. A Cléon, les grévistes ont décidé de poursuivre l'occupation, malgré l'ordonnance des référés de Rouen fixant, à mercredi 11 h 30,

l'heure limite d'évacuation. Ils exigent l'amélioration des conditions de travail : « Nous ne voulons pas vivre comme des robots » et qu'il n'y ait plus de salaires inférieurs à 3 000 F.

A l'heure où nous écrivons (jeudi 9 h), les CRS n'ont pas osé envahir l'usine car le gouvernement et la direction de la Régie Renault savent bien que

cela déclencherait un vaste mouvement de solidarité, notamment dans l'usine proche de Sandouville et à Flins.

Voilà qui montre bien que, tribunal ou pas, l'issue de la grève dépend en dernier ressort du rapport de force établi face au patronat de Renault et au gouvernement. C'est aussi la raison pour laquelle il est urgent de développer dans

les autres entreprises la solidarité la plus large à l'égard des grévistes, leur faire envoyer des messages de soutien par les sections syndicales, etc.

(Voir article page 5)

Pour populariser la lutte des ouvriers de Renault, nos lecteurs pourront disposer dans notre prochaine édition d'un « spécial quatre pages Renault ».



Les grévistes sont bien décidés à continuer l'occupation malgré les menaces d'évacuation. (Photo HR)

Giscard en Corse

Derrière les discours officiels, une grande inquiétude

Sitôt arrivé à Ajaccio, mercredi après-midi, Giscard a passé en revue, sur le port, des rangées de légionnaires, de commandos de l'air, de parachutistes. Il s'est ensuite rendu à la tribune officielle sur la place Foch où la municipalité et son maire Char-

les Ornano avaient fait des pieds et des mains pour rassembler une assistance qui n'était pas, malgré tout, des plus nombreuses. Ornano a trouvé moyen, bien entendu, d'approuver totalement la politique de Giscard vis-à-vis de la Corse : « Les

problèmes de la Corse, comme ceux de toutes les autres régions de France, sont spécifiques. Certains, et non des moindres, sont résolus, d'autres sont en voie de l'être et, pour le reste, je suis persuadé qu'ils le seront bientôt... ».

Au moment où tout le monde sait bien qu'il y a pour le moins un mécontentement certain en Corse vis-à-vis de la politique pratiquée par l'État français, voilà qui est faire preuve d'une belle soumission.

(Suite page 8)

A propos de l'agression soviétique en Afrique

Nous continuons de publier aujourd'hui les réactions de la presse marxiste-léniniste internationale à l'agression cubano-soviétique au Zaïre et aux événements qui s'en sont suivis. Après les USA, la Thaïlande, le Canada et la Belgique, nous publions aujourd'hui des extraits de la presse de nos camarades espagnols et allemands.

« ROTE FAHNE », organe central du Parti communiste allemand (KPD).

« L'attaque russe contre le Zaïre est une tentative pour constituer un pont terrestre contrôlé par les Soviétiques, en travers du continent africain, de la corne jusqu'à l'Angola, de façon à couper l'Afrique en deux et d'engloutir ensuite les deux moitiés. (...) »

« C'est sur cette toile de fond qu'il faut voir l'intervention française. Dans la lutte contre le social-impérialisme soviétique, il y a des intérêts communs entre l'Afrique et l'Europe. Il est évident que les impérialistes ouest-européens n'agissent pas pour des raisons « humanitaires ». Il est tout aussi évident qu'ils ne peuvent pas asservir une nouvelle fois l'Afrique. Finalement, l'Afrique ne peut se libérer que par elle-même ».

« EN LUCHA », Organe du Comité central de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs espagnole.

« La nouvelle agression commise la semaine dernière est similaire à celle de l'an dernier. L'agression est partie d'Angola, les troupes étaient composées de mercenaires katangais (l'ancien nom de la province du Shaba était le Katanga) et de forces russo-cubaines ; le matériel était d'origine soviétique. Il faut souligner que les forces katangaises étaient composées de sécessionnistes qui, il y a quatorze ans, avaient dû fuir le Zaïre pour se réfugier en Angola. Là, ils formèrent une partie de l'armée coloniale portugaise dans la guerre contre le peuple angolais ; ensuite, après l'occupation russe de l'Angola, ils furent armés et entretenus par les Russes et les Cubains. En résumé, ce sont des mercenaires qui étaient avant à la solde d'une puissance coloniale et qui le sont aujourd'hui des Russes. Voilà le portrait des « libérateurs » du peuple zaïrois. »

Ingérences et agressions soviétiques en Afrique

Pourquoi le Zaïre ? (1)

Pourquoi aujourd'hui le Zaïre est-il le terrain de l'offensive soviétique ? A cela plusieurs raisons. Une raison d'ordre stratégique : tout d'abord, il faut voir que cette attaque fait partie d'un plan d'ensemble de l'URSS visant à s'étendre sur tout le continent africain.

Une deuxième raison est la richesse, minière essentiellement, du Zaïre. Par ailleurs, le terrain est favorable à une telle action : les difficultés économiques graves du pays. L'URSS dispose de mercenaires pouvant faire figure de libérateurs. Nous reviendrons demain sur ce point.

Une richesse minière considérable

Le Zaïre, avec une superficie quatre fois supérieure à celle de la France, et une population deux fois moins importante, est un pays pauvre. La majeure partie de la population (78,2 %) vit de l'agriculture. Il s'agit avant tout de cultures vivrières (le manioc) cultivées sur un peu plus de 3 % de la superficie totale du pays. Les rendements sont, de plus, très bas. Une faible production commercialisée ne vient pas bouleverser cette situation difficile.

Pourtant, on peut dire que le Zaïre est un des pays d'Afrique qui possède les plus grandes potentialités de développement grâce à une richesse considérable du sous-sol. Celui-ci contient du cuivre, du cobalt, de l'étain, de l'uranium, des diamants (premier producteur mondial) du manganèse, du zinc, etc.

Au premier plan, le cuivre. En 1974, il représentait à lui tout seul 85 % des recettes d'exportations. Or,

les mines de cuivre, de cobalt, etc. se trouvent ... au Shaba.

C'est pourquoi porter atteinte à ces mines, c'est toucher le cœur du pays. Ce n'est pas un hasard si les mercenaires ont lancé leur attaque contre Kolwezi important centre minier, et si l'une de leurs premières actions a été le sabotage des mines.

Une telle disproportion

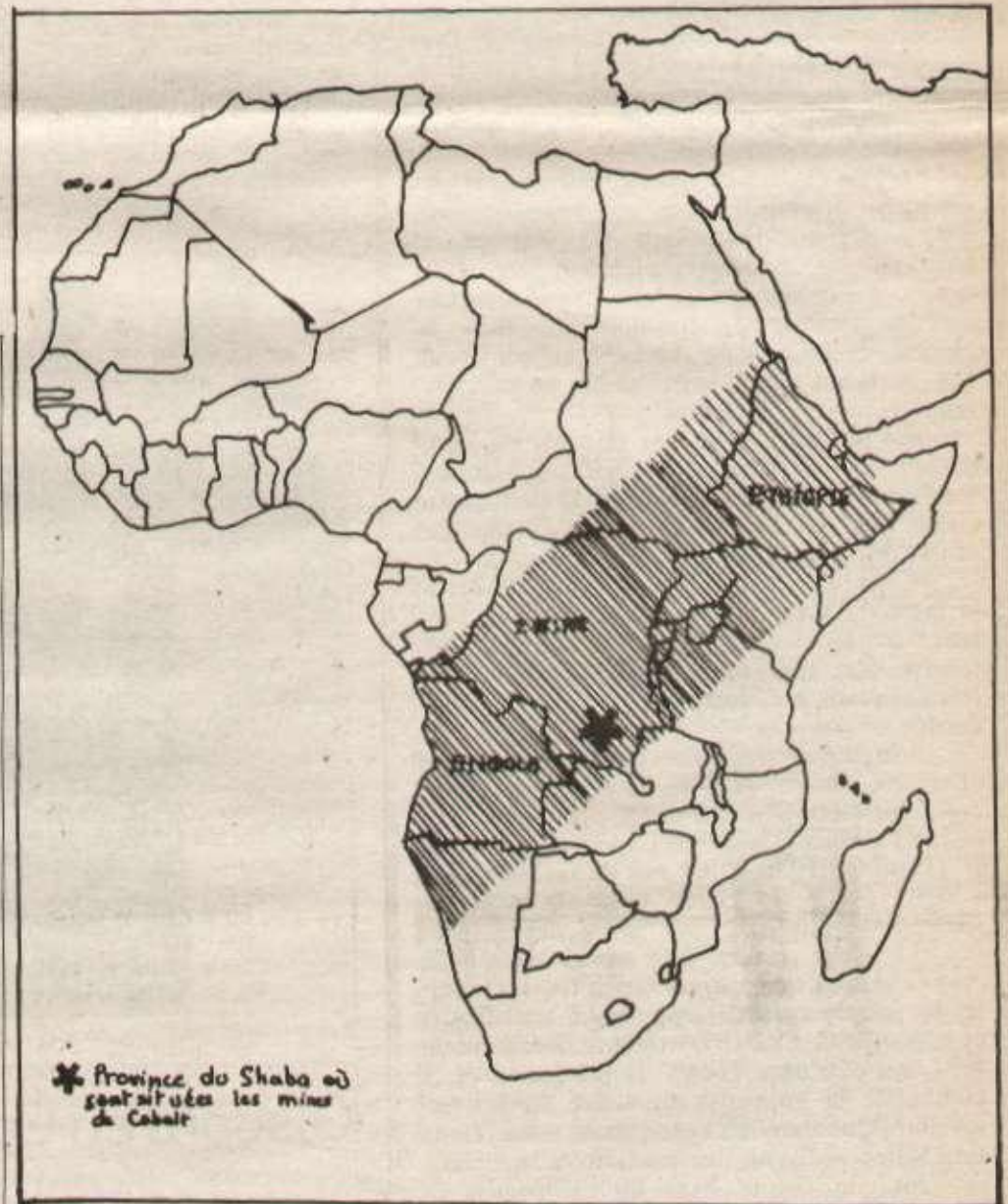
entre l'industrie minière et l'agriculture constitue une véritable entrave au développement du pays dans la mesure où cela entraîne une dépendance, tant au niveau des débouchés que de l'approvisionnement envers les pays impérialistes. Cependant, il faut voir que cette réalité est le résultat d'une longue colonisation. Depuis 1885, les impérialistes belges ont exploité ces mines

qui leur rapportaient des revenus importants.

Et comme tout impérialisme, il n'allait pas se soucier du développement agricole, vital pour le peuple, mais qui ne lui rapportait rien, à lui.

Ce qui intéresse le social-impérialisme, ce sont aussi ces mines qui forment un apport considérable de matières premières.

L'enjeu stratégique et économique



L'Afrique coupée en deux, tel aurait été le résultat de l'offensive soviéto-cubaine au Zaïre si elle avait réussi. A priori, seul le Shaba était visé, mais il est évident que si cette province était coupée du reste du pays, celui-ci tombait sous le coup de l'asphyxie totale (voir article sur les richesses minières).

Cette large bande sous domination soviétique formerait les bases nécessaires pour lancer des actions de plus large envergure à l'encontre de tout le continent. L'URSS pourrait alors envisager de prendre en tenailles l'Europe.

Autre intérêt d'ordre stratégique de ce pays : sa grande richesse en cobalt. Ce métal est de plus en plus utilisé dans l'industrie de pointe et tout particulièrement dans l'aérospatial (alliages spéciaux et composants chimiques).

Au Shaba, car c'est dans cette région qu'est extrait ce minéral, on extrait six tonnes de cobalt pour cent tonnes de cuivre. Cependant, la production du cobalt revêt une importance particulière quand on sait que le Zaïre produit à lui seul 50 % de la production mondiale. Il est le premier producteur mondial devant l'Australie qui en extrait quatre fois moins. En 1977, la production avait été de 17 000 tonnes.

Pourquoi les hésitations de Cuba en Erythrée ?

Certaines rumeurs font actuellement état d'un relatif désengagement des forces cubaines en Erythrée.

Il n'est pas, bien sûr, question pour Cuba de retirer les quelques 17 000 soldats qu'elle a installés en Éthiopie. Non, il s'agit pour le moment d'une attitude réticente à s'engager dans le brouillard érythréen qui se manifeste concrètement par des retards incessants apportés dans le déclenchement de la grande offensive tant annoncée par Mengistu, chef du DERG éthiopien.

Il semble que cette réticence cubaine soit principalement due à deux choses. D'abord, la peur d'aller « trop loin » et de se démasquer totalement auprès de nombreux pays du tiers monde. De plus en plus, nombreux sont les chefs d'État du tiers monde qui remettent en cause leur présence au prochain sommet des non-alignés si celui-ci se tient, comme prévu, à Cuba.

De plus, la révolution

érythréenne compte de nombreux amis, en particulier dans les pays arabes, et déjà le Lybien Kadhafi a fait savoir qu'il désapprouvait l'engagement soviéto-cubain en Erythrée.

La seconde raison, dont on ne peut pas encore mesurer l'impact réel, mais qui semble de plus en plus nette, c'est la résistance au sein même de l'armée et du peuple cubains. Les informations à ce sujet sont encore imprécises, mais il semble que le peuple cubain en ait de plus en plus assez de servir de chair à canon pour des guerres dont l'aspect « révolutionnaire », lui, est de moins en moins évident.

Ceci explique un peu le « cavalier seul » que fait Cuba en Éthiopie. Contrairement aux Russes qui sont partisans d'une action directe contre l'Erythrée afin de ne pas se couper de la junte en place en Éthiopie, les Cu-

bains seraient, eux, plutôt favorables à une solution de compromis permettant, en fin de compte, d'aboutir au même résultat, c'est-à-dire à la constitution d'une fédération des pays « socialistes » d'Afrique de l'Est.

Cette idée de fédération regroupant l'Éthiopie, la Somalie, le Sud-Yémen, l'Erythrée et éventuellement Djibouti ne déplaît pas du tout à Moscou, à condition, bien sûr, qu'elle puisse la contrôler. Quoiqu'il en soit, c'est un projet qui est plutôt mal parti pour le moment. Il n'en reste pas moins que Cuba préférerait, plutôt que d'affronter de face les fronts érythréens, les amener à SA raison. En cas d'échec de ce projet, éventuellement la plus probable aujourd'hui vu la détermination et la force du peuple érythréen, les difficultés du régime cubain ne feront que s'accroître car, en dernier ressort, c'est bien Moscou qui décide de sa politique.



Les buts du voyage de Giscard

La Corse terrain d'expérimentation ?

Selon les milieux d'affaires bien informés, selon par exemple le journal patronal « Les Échos » la visite de Giscard en Corse aurait, entre autres, pour but d'étudier les possibilités de développement économique de l'île. Le but avoué est de faire de la Corse un « terrain d'expérimentation » au profit des monopoles français.

Depuis des décades de domination française sur la Corse, l'économie de l'île s'est trouvée pillée par la bourgeoisie française.

LA SITUATION ACTUELLE

En 1957, fut mis au point un plan de développement de la Corse qui privilégiait exclusivement deux secteurs de l'économie de l'île : le tourisme et la naissance d'une agriculture méditerranéenne exportatrice (vignes, agrumes, etc.)

Deux sociétés sont créées à cet effet la SETCO (Société pour la mise en valeur de la Corse), et la SOMIVAC (Société pour la

mise en valeur de la Corse). Ces deux sociétés sont tenues en main par des Français. L'expansion économique relative du tourisme et de l'agriculture qui en découlera ne profitera pas aux Corses.

Conséquence de l'activité de la SOMIVAC par exemple, l'agriculture corse traditionnelle agonise. En quelques années, sept cents nouvelles exploitations en majorité tenues par des anciens colons français d'Algérie sont créées, avec d'énormes avantages financiers consentis par le gouvernement.

Certaines de ces exploitations iront jusqu'à 1 000 ou 2 000 hectares alors que la moyenne en Corse est de

13 hectares. Le Corse, qui ne peut rivaliser avec les nouvelles exploitations, court à la ruine. De même tous les fils de la SETCO sont tenus par des cadres et des employés du continent.

L'expansion ne profitant pas aux Corses, l'île continue de se vider de sa population d'origine. De 1956 à 1973, 50 000 Corses ont été obligés de s'expatrier. 36 % des Corses ont plus de soixante ans et seulement 22 % moins de vingt ans.

En 1973, il y avait sur l'île 214 000 habitants. Or, il y a 80 000 Corses hors de l'île. Pour 1985, l'État français prévoit une population sur l'île de 320 000 habitants : 140 000 Corses et 180 000 non-Corses. Les Corses seraient alors minoritaires chez eux.

UN RENOUVEAU ECONOMIQUE IMPOSSIBLE ?

Telle est la situation du peuple corse aujourd'hui. Telle est la base de sa lutte. Face à cette situation que propose le gouvernement français et le patronat ?

La démonstration du journal patronal « Les Échos » qui est le porte-parole des monopoles est exemplaire



Une des luttes du peuple corse les plus connues en France : l'occupation de la cave Delpelle. Sur le mur : « Colons, escrocs, dehors ! », « La terre corse aux Corses ! ».

de cynisme à ce propos.

Selon ce journal patronal, qui expose au gouvernement ce que voudraient les grands patrons français, l'industrialisation de l'île est impossible vu le faible développement économique de la Corse aujourd'hui.

Le journal cite même Villey-Rostini, délégué au développement industriel et tertiaire à propos de l'industrialisation de l'île : « En fait, les Corses n'en veulent pas tellement ». Quelle est la réalité ?

En fait, c'est bel et bien l'État français qui a détruit peu à peu, par une politique consciente, toute industrie en Corse, comme nous le montrons (chiffres à l'appui) dans l'article ci-joint.

Dès lors, les propositions patronales semblent tourner autour de deux axes : développer l'artisanat, c'est ce que l'on appelle dans ces milieux-là la rénovation rurale. Alors qu'en Corse, on note une nette surqualification des demandeurs d'emplois par rapport aux offres.

En avril, les ouvriers spécialisés inscrits au chômage représentaient 24 % du total et les employés qualifiés 44 %. En revanche, les manœuvres ne sont que 4,1 % et les OS 8,9 %. C'est là un des éléments qui permet de dire qu'une industrialisation de l'île serait possible si telles étaient la volonté et la politique du gouvernement français.

« TERRAIN D'EXPERIMENTATION »

Le second axe des propositions patronales est de faire de l'île un « terrain d'expérimentation » pour les énergies nouvelles, la simplification administrative et la rénovation rurale. Les énergies nouvelles, ce sont, avant tout, les centrales atomiques, conformément au plan tout-nucléaire du gouvernement Giscard.

Quant aux autres expériences ce pourrait être par exemple l'élection de l'Assemblée régionale corse au suffrage universel et à la proportionnelle (comme le propose d'ailleurs la gauche).

Ce pourrait être aussi la création de cette université corse dont on a beaucoup parlé mais qui reste à l'état de maquette, à cause (disent les députés gaullistes) de questions administratives : « la mauvaise volonté, la lenteur et la maladresse avec lesquelles sont conduites les affaires ».

Tout le cynisme de cette politique consiste pour le gouvernement français et sa majorité parlementaire à considérer comme une fatalité le sous-développement économique de la Corse (la situation ne s'y prête pas), alors que c'est la bourgeoisie française elle-même qui depuis des années pille l'île de ses richesses et de ses forces vives.

Une fois posé le principe de la fatalité, le patronat français qui, hier, a développé à son profit le tourisme et l'agriculture, aimerait aujourd'hui que les portes de l'île s'ouvrent à ses secteurs de pointe, aux énergies nouvelles. Voilà qui est tout à fait dans le lignage du plan Barre Numéro 3 !

Décès de notre camarade Louis Rey

« Il est mort en communiste »



Louis Rey lors d'une manifestation en hommage à Mao.

Le lundi 29 mai, notre ami, notre camarade Louis Rey décédait à Aix-en-Provence d'une cruelle maladie.

Jusqu'au bout, il se battit contre le capitalisme. A l'hôpital, il organisa la protestation contre la façon dont les malades étaient traités. Puis, de retour chez lui, la veille de sa mort, il trouva la force d'organiser, avec un de ses amis, la riposte contre l'expulsion d'une travailleuse et de ses enfants. Il dirigeait le comité des locataires d'Aix. Il est mort en communiste, il est mort debout. Il est un exemple pour nous tous.

Que sa famille et ses camarades du PCR ml reçoivent nos fraternelles condoléances.

Le comité de parti du PCMLF d'Aix

Les résultats chiffrés de la politique française

Depuis plus d'un siècle, depuis 1870, la France a tout fait pour stopper radicalement le développement industriel et économique, le développement général du capitalisme en Corse. Cent ans plus tard, on peut juger clairement des résultats de cette politique.

En 1968, si l'on considère l'ensemble de la population active prise dans son ensemble (Corses et non-Corses), 24,9 % était employée dans l'agriculture et la pêche :

- 50 % dans le secteur tertiaire.
- 18 % dans le bâtiment et les travaux publics.
- Et seulement 65 % dans l'industrie, tout compris, patrons et ouvriers, soit environ 4 100 personnes.

Si l'on enlève de ce chiffre les activités de réparation et la boulangerie-pâtisserie, qui ne sont pas à proprement parler des activités industrielles, les effectifs tombent à 2 000, dont seulement 1 360 salariés.

L'entreprise la plus importante de la Corse est alors l'usine de cigarettes « Job-Bastos » qui emploie 140 personnes !

Pour en arriver là, dès 1870, le démantèlement de l'économie corse a été

systematiquement entrepris : d'abord, jusqu'en 1912, les produits corse vendus sur le continent sont taxés comme « venant de l'étranger » alors que les produits venant de France arrivent en Corse exempts de tous droits.

Les hauts-fourneaux de Solenzara d'abord, ceux de Toga (dont la production était de 20 000 tonnes en 1866) ensuite, les mines de cuivre, de plomb, d'amiante, l'usine de bouchons de Bonifacio, les moulins à huile, à farine, ferment les uns après les autres. La seule mine ouverte en 1905, à Matra, destinée à produire du sulfure d'arsenic... pour les gaz de combat de l'armée, ferma en 1942.

En 1949, c'est l'arsenal d'Ajaccio qui ferme : en 1965, la mine d'amiante de Canari (ouverte en 1947 et employant 300 ouvriers) et, dans la même période, l'usine de liège de Porto-Vecchio, les usi-

nes de tanin de Folelli et Ponte-Leccia, etc.

En 1883, le seul arrondissement de Bastia comptait des fabriques de savon, des industries de tabac, des verreries, 13 vaneries, 3 forges, 39 moulins à huile, 350 moulins à farine, 250 métiers pour la fabrication de la toile, 112 machines à tisser, 7 distilleries ; mis à part le tabac, il n'en reste rien ou presque.

Aujourd'hui, alors que la consommation locale de ciment est en hausse constante (en raison du développement du tourisme) et alors qu'il existe des possibilités certaines, la Corse n'a même pas une cimenterie, le ciment doit être importé et payé 36 % de plus que sur le continent.

LA CORSE SE VIDE

Durant cette période, l'agriculture qui, dans le cap Corse et la Balagne, s'était modernisée subit la même la même régression, seules échappent à la crise les régions où se sont maintenues les traditionnelles activités agro-pastorales, du moins jusqu'à la guerre de 1914.

Cette politique économique à l'égard de la

Corse a inévitablement pour conséquence que, durant cette période, la Corse se vide de sa population, elle devient un réservoir d'hommes pour l'État français, son armée et son administration. Napoléon déjà réclamait « le plus de conscrits possibles » pour la Corse, cette politique sera poursuivie dans la deuxième moitié du 19e siècle et la première moitié du 20e siècle. En 1914-1918, 100 000 Corses sont mobilisés sur une population de 270 000 habitants, 35 000 n'en reviendront pas (15 % du peuple corse). Pendant ce temps, les cultures sont laissées à l'abandon et envahies par les ronces et le maquis. Paul Arrighi indique, dans son histoire de la Corse, qu'il y avait, en 1934, 20 % de Corses dans les cadres de l'administration coloniale et, dans l'armée, 6 % d'officiers et 22 % de soldats corsés.

Il y avait en 1768 120 000 habitants en Corse, 320 000 en 1914 et 180 000 seulement en 1960.



● Hôpital de Rangueil-Toulouse

Les travailleuses racontent...

Ce qu'on ose appeler un établissement ultra-moderne

Les travailleurs hospitaliers en grève dans toute la France se battent pour de meilleures conditions de travail et par là-même, de meilleures conditions d'hospitalisation et de soins pour les malades.

L'hôpital de Rangueil (Toulouse) est un hôpital moderne. On pourrait croire que dans un établissement aussi moderne, construit tout récem-

Au service radio, les secrétaires travaillent dans une pièce fermée, sans aération et pour l'insonorisation, rien de tel que les pneumatiques qui passent juste au-dessus du faux-plafond !

PAS PRÉVU DANS LES PLANS

Plus de 2 000 films par jour sortent développés dans une pièce où il y a des différences de température telles qu'il faut travailler quelquefois sans rien sous la blouse, d'autre fois, avec un manteau.

La « salle des poumons » n'avait pas été prévue dans les plans : oubliée ! Elle a été faite dans un ancien débarras et depuis 1975, elle n'a pas encore été plombée. Ça coûterait trop cher !

Pourtant, les risques de radiations sont reconnus et de graves dangers sont encourus par le personnel et par les malades. Une partie des rayons traverse les murs. Au-dessus de la « salle des poumons », une salle de repos du personnel de l'oto-rhino-laryngologie, au-dessous : un magasin, à côté : une salle de cours et la salle d'attente des malades avec bureau de la secrétaire.

Le personnel qui travaille au service de radio a bien sûr la possibilité de porter un tablier de plomb mais pour les autres... aucune sécurité (même pas de dosimètre pour les secrétaires).

De plus, la direction de l'hôpital n'est pas pressée d'assurer même les réparations de moindre coût. La glace plombée du paravent de protection pour la prise des radios est cassée depuis bien longtemps ! Elle n'est pas encore remplacée.

TROIS HEURES D'ATTENTE

Pour la salle de repos des malades, après de multiples démarches, le personnel a obtenu deux lits supplémentaires. Et ce n'est pas du luxe quand on sait que la moyenne d'attente pour certains malades est de trois heures avant d'avoir passé tous les examens, préparations, lavements, radio... Pour les lavements, le malade est dans une petite pièce sans fenêtre où il n'y a la place que pour un brancard. Il doit passer là, près d'une heure, seul, car le brancardier doit s'occuper d'autres malades.

La chemise en papier et même certains instruments

stérilisés (jetables après une utilisation) doivent servir à plusieurs malades. Les alèzes sont fournies coupées en deux et voilà deux ans que le personnel demande une bombe désodorisante !! L'hôpital économise ? Sur le dos des malades oui !

Le manque de personnel est flagrant. Une des manipulatrices est à la fois secrétaire, radio, brancardière. Elle fait, dans une journée, près de quatorze examens en mammographie (à 400 F chacun), cinq examens en échographie (300 F

et autant en thermographie. « A part ça, je ne rapporte pas à l'hôpital ! »...

Dans ce service, le personnel estime qu'il serait nécessaire d'ouvrir dix emplois d'aides-manipulateurs.

LE TRI, MAINS NUES

A la buanderie, il manque aussi une dizaine de personnes.

La buanderie est dans un bâtiment isolé, relié au reste de l'hôpital par les sous-sols où se croisent le linge sale et le linge propre. Les

quatre livreurs circulent dans tout l'hôpital avec trois charriots à la fois, transportant tous les jours le linge dans chaque service.

Ils passent dans un couloir où est entreposé le linge sale. Tout près d'une immense pièce où sont stockées les poubelles (!) se trouve la salle de nettoyage à sec. Là, une seule personne travaille dans des vapeurs nocives, dans une pièce munie seulement de deux fenêtres, ouvertes... dans le couloir.

Au niveau du tri du linge sale, les travailleurs sont mains nues. Aucune vérifications des vaccinations, la visite médicale annuelle est « oubliée ».

Cependant, pour le personnel de la buanderie, le plus dur, c'est la chaleur terrible auprès des machines, la vapeur, le bruit et le rendement exigé. Ici, pas de pauses : pour pouvoir aller pisser, il faut demander au contremaître et se faire remplacer. La devise du chef de service c'est « Plus on travaille, moins on sent la fatigue ! ».

Le personnel non-titulaire est soumis plus que les autres au chantage et aux exigences des contre-maîtres. De leur docilité dépend la note qui les fera passer d'auxiliaire à stagiaire puis, au bout de deux ans, titulaire.

DES FEMMES A EXPLOITER

Le personnel est en majorité féminin. La discrimination homme-femmes est une constante à l'hôpital. Ainsi, à la stérilisation centrale, où il y a une majorité de femmes, ce sont elles qui, heures par jour, font les travaux les plus pénibles : transport des containers qui pèsent plus de 40 kg, nettoyage... alors qu'on fait compter les petits bouts de gaze aux hommes.

Pour les uns comme pour les autres, c'est un merveilleux moyen de les épuiser. Les femmes ont sans arrêt la surveillante sur le dos qui a été jusqu'à leur faire gratter les murs tous les jours pendant la grève !

C'est ce que certains osent appeler un hôpital « moderne » et « humain ».

● La SPLI occupée à Rennes

«L'existence des ouvrières n'a jamais été rien d'autre qu'une suite de luttes»

Nous avons eu plusieurs occasions de parler dans notre journal de la SPLI. Les travailleurs y ont mené des luttes : Contre le rendement, les salaires de misère, la chaleur étouffante dans les ateliers en 1976, contre « le million pour partir » ; pour s'organiser dans un syndicat sur des positions de classe (quelques délégués achetés par le patron ont été chassés en 1977).

Les marxistes-léninistes ont soutenu ces luttes comme ils soutiennent celle d'aujourd'hui pour « vivre et travailler au pays », ainsi que toutes les initiatives pour élargir et coordonner avec d'autres entreprises de la région où sont annoncés des licenciements, afin que la riposte soit la plus massive possible. Lundi soir, l'occupation de l'atelier de Chateaugiron à 15 km de Rennes était également décidée.

Cela n'a pas entraîné pour cette société qui a des usines à Rennes, Fougères, Ploemel, et qui produit maillots de bain, corsetterie, lingerie.

En effet, dépôt de bilan le 31 mai au soir et liquidation de bien annoncée le 2 juin au matin ! Quarante-huit heures !

La réaction ne s'est pas faite attendre et les ouvrières de Rennes décident le jour-même l'occupation qui est massive, surtout la nuit de vendredi. A noter que de nombreuses ouvrières de Chateaugiron, déportées là-bas depuis le début de l'année au nombre de 180, étaient venues aider à occuper l'usine de Rennes.

Dans un tract distribué par la section CGT (seule présente à Rennes) avec l'ensemble du personnel, on peut lire :

« Que nous reste-t-il ? S'en aller à 17 h, ce soir, dans la plus complète débandade, chacun de son côté, sûrement pas. La seule chose qui nous reste pour parer au plus pressé, c'est-à-dire pouvoir manger et tenir un minimum matériellement, c'est de considérer qu'à partir d'aujourd'hui, de cet après-midi, tout ce qu'il y a dans ces bâtiments doit être sous notre garde. En un mot, il faut occuper l'usine et considérer les stocks, les machines, les outils comme la possession collective de tous les ouvriers. Ça n'est que justice, n'a-t-on pas suffisamment travaillé sur ces machines, effectué des records de rendements, sué sang et eau, sur tous ces articles ? »



A Fougères, les travailleuses luttent aussi

travaillé sur ces machines, effectué des records de rendements, sué sang et eau, sur tous ces articles ?

« Pour avoir trop produit et de façon totale-ment anarchique, parce qu'il ne peut pas en être autrement dans ce système capitaliste, nous voilà sans travail.

« Des coups durs, on vient d'en vivre ces jours-ci mais lâcher prise, se disperser, c'est tendre la main pour en recevoir d'autres, baisser les bras, c'est être sûr de s'enfoncer encore plus. L'existence des ouvrières n'a jamais été rien d'autre qu'une suite de luttes contre des coups durs de toute sorte, aujourd'hui, il faut poursuivre.

« Et poursuivre, cela signifie pour nous, aujourd'hui :

- S'organiser pour occuper l'usine.

- Faire savoir sur toute la région ce qui nous arrive.

- Prévoir les équipes pour le week-end,

- Appeler au soutien.

« Les ouvrières de la SPLI s'adressent à l'ensemble des travailleurs des autres boîtes sur Rennes et aux alentours pour qu'ils soutiennent leur lutte, en le faisant savoir autour d'eux, en se chargeant de tracts pour les diffuser, en venant discuter à l'usine même, sur le parking, pour connaître concrètement la situation de la SPLI et échanger les expériences

de luttes ».

IL FAUT UNE RIPOSTE UNITAIRE

Cette lutte doit s'élargir aux autres usines SPLI et dépasser les querelles des directions CGT-CFDT (présente à Fougères, St-Brice, et Ploemel).

La riposte doit être la plus massive possible pour lutter contre les licenciements de la SPLI mais aussi ceux prévus à Ariès (qui vient d'être racheté par le groupe de vêtements de travail Lafont de Lyon) dans le bâtiment, dans la métallurgie à Servon.

Correspondant HR avec des ouvrières de l'habillement.



La lutte à Renault

« Nous vivons ce que nous transformerons »

La lutte des travailleurs de Renault est un révélateur de premier ordre des stratégies et tactiques des dirigeants syndicaux. A Cléon, par exemple, ajoutée à un certain nombre d'expériences passées (à commencer par Mai 68), elle a valu à certains respon-

sables de la CGT comme de la CFDT d'être fort secoués et vertement critiqués par de nombreux travailleurs.

Que dans ce bastion de la classe ouvrière que constitue l'énorme entreprise Renault la nature des orientations confédéra-

les aient été aussi largement saisies est un événement plein de promesse pour l'avenir, du point de vue de l'unité de la classe ouvrière, sur des bases effectivement de classe.

« Nous vivons ce que

nous transformerons » : ce mot d'ordre au fronton de Cléon occupée témoigne de la volonté des travailleurs de prendre en main la transformation du monde selon leurs aspirations. Il en sera ainsi aussi en ce qui concerne le syndicalisme.

CHEREQUE VEUT DEPANNER LA « R 18 »

Tandis que la direction CFDT formulait les mots d'ordre qu'elle propose pour la suite... (?) du conflit Renault, Jacques Chérèque, secrétaire général de la fédération générale de la métallurgie CFDT, livrait son analyse du conflit dans un long article publié dans le « Matin » du 7 juin.

La proposition CFDT consiste en des grèves tournantes de 4 h par semaine « coordonnées » sur l'ensemble du groupe. Cette proposition imposée par la fédération au syndicat CFDT de Cléon, déclencha les huées quand elle fut présentée au meeting réuni mercredi 7 juin à 8 h devant l'usine occupée.

L'attitude de la direction CFDT qui revient à capituler devant la Régie, notamment en arrêtant la grève et l'occupation à Cléon se trouve parfaitement expliquée par

l'analyse du chef syndical Chérèque. Qu'en on juge.

Tout d'abord pour donner le ton de la nouvelle ligne confédérale, la question qu'il se pose n'est évidemment pas celle de savoir comment faire céder la Régie et, partant, le gouvernement, mais celle de savoir comment on aurait pu éviter d'arriver à cette « panne complète de la production » ?

Voici la réponse de Chérèque :

« Il faut que les choses soient dites clairement : les 500 OS qui ont, en débattant, provoqué la crise actuelle ne sont en rien responsables de cette situation de blocage. D'un type de conflit catégoriel parfaitement négociable, pourvu qu'on veuille se donner les moyens appropriés d'une négociation, on débouche par la force des choses — et non par la volonté des travailleurs ou de leurs organi-

sations syndicales — à un conflit qui tend à devenir global, insaisissable, disproportionné par rapport à l'élément de départ. »

Et plus loin :

« Cette situation n'est pas nouvelle et la CFDT en a souvent souligné le côté aberrant. Renault apparaît comme une sorte de poudrière où n'importe quelle étincelle, jaillie de n'importe où, peut brusquement tout faire sauter. »

Ainsi la direction de la Régie, malgré les conseils que lui prodiguent les Chérèque et compagnie, s'obstine à refuser de « dialoguer et de négocier » à tous les niveaux.

En agissant ainsi, elle prend le risque d'un conflit généralisé avec les travailleurs. Et c'est bien sûr le rôle d'un dirigeant syndical que d'employer toutes ses forces à conjurer une telle éventualité (!).

Que propose Chérèque pour y parvenir ? Voici :

« Le choix, le lieu et l'objet d'une négociation s'imposent d'abord — et doivent être exigés — aux endroits où surgissent les conflits, le plus près possible des travailleurs concernés, au plus proche de leur lieu de travail : l'usine, la chaîne, l'atelier. Cette exigence est liée à notre référence, qui sans elle ne serait que formelle, à la perspective et à la pratique autogestionnaire. »

Ainsi, si la direction de la Régie était plus « autogestionnaire » (c'est-à-dire si elle pratiquait la concertation à tous les niveaux) il n'y aurait pas de problème et les Renault 18 sortiraient ces jours-ci comme des petits pains. Et surtout Chérèque ne serait pas vert de peur devant un conflit « dont les conséquences sont parfaitement imprévisibles pour tout le monde ».

Eh oui, monsieur Chérèque, avec ces ouvriers, on ne sait jamais ce qui peut arriver... !

PRENONS SEGUY AU MOT

Dans son livre « Le Mai de la CGT » écrit après mûre réflexion sans doute, puisque 4 ans après, Georges Séguy portait l'appréciation suivante sur la grande lutte du printemps 1968 :

« Il est facile d'imaginer ce qui aurait pu se produire si la CGT, à l'instar des autres organisations syndicales, avait cédé à l'opportunisme vis-à-vis des groupes gauchistes au point de se laisser déposséder de la conduite de la grève. Notre position de principe a fait échec à l'un des plus sombres et des plus dangereux complots qui ait été fomenté contre le mouvement ouvrier » (page 76 du livre)

Il faisait ainsi écho à Marchais clamant : « Il n'y aura plus de Mai 68 ».

Dix ans après, ayant encore approfondi sans aucun doute sa réflexion, Séguy

déclare dans le numéro 1699 de « France Nouvelle » (hebdomadaire central du PCF) à propos de Mai 68 : « Nous pouvons nous interroger sur la question de savoir si nous avons saisi comme il convenait un certain nombre d'aspirations nouvelles et si dans le feu de l'action nous n'avons pas eu tendance à assimiler un peu rapidement à des débordements de type gauchiste ce qui n'était parfois que l'expression d'une aspiration légitime à une plus grande démocratie dans la conduite du mouvement, à une meilleure participation des travailleurs. »

Une telle prise de position ne va pas manquer de soulever l'enthousiasme de millions de travailleurs dont voilà en effet une aspiration profonde et combien légitime. Malheureusement Georges Séguy, n'est sans doute pas suffisamment écouté

dans la CGT, sinon, comment expliquer qu'à Cléon, certains responsables de ce syndicat aient été soudain saisis d'horreur lorsque des travailleurs ont proposé un comité de grève ou même simplement un élargissement de l'intersyndicale à quelques travailleurs ayant un rôle particulièrement actif dans la grève et que désigneraient leurs camarades ?

De même, nous ne pourrions que nous réjouir de trouver dans les colonnes de la « Vie Ouvrière » ou de « L'Humanité » des mots d'ordre du genre « une seule voie, la lutte » après y avoir vu s'étaler durant des années ceux du genre « une seule solution, le Programme commun ». « Une seule voie, la lutte », on ne trouvait cela que dans nos propres colonnes à l'époque. Mais les faits, nous incitent pour le moins au

doute, sur la sincérité de Séguy.

En effet, comment expliquer qu'au moment de l'occupation à Cléon, certains responsables CGT passaient derrière les ouvriers qui bloquaient les portes... pour les ouvrir ?

En effet, est-ce pour encourager à la lutte que les responsables syndicaux laissent aux radios dont on connaît « l'indépendance » par rapport à l'État capitaliste le soin d'informer les ouvriers de Cléon, sur ce qui se passe dans les autres usines Renault ?

Décidément Séguy n'est pas écouté : ni par les travailleurs qui l'ont trop entendu chanter un autre refrain, ni par les autres dirigeants de la CGT qui savent bien que ce sont des paroles en l'air !

Mais la classe ouvrière de Renault, elle, sait ce qu'elle veut : lutter et gagner.

• Renault-Cléon

Dernière minute

De notre envoyé spécial

Ce jeudi matin, à Cléon toujours occupée, on fait le point sur les débrayages et grèves de solidarité de la veille qui ont touché toutes les usines Renault, un nombre variable d'heures, de 2 h à toute la journée à Sandouville, par exemple. Certaines entreprises de la région ont également fait des débrayages de solidarité. Un électrophone passe des chants révolutionnaires ou de la musique. La nuit s'est passée sans intervention policière. Moins de monde au quart du matin : on s'installe dans la grève et on reste un peu plus chez soi. Ceux qui occupent ont, comme toujours, beaucoup discuté toute la nuit, pas seulement pour constater la carence des organisations syndicales, qui n'organisent pas et ne coordonnent pas.

À Flins, elles ont prévenu : « Si les flics sont là, on appelle à la grève ». Mais les flics ont quitté les lieux, nous les avons vus partir en passant par Flins.

Ici, à Cléon, on se doute bien qu'encore une fois, on sera informé par la radio. Les occupants ont discuté de tout cela, ils veulent dépasser cette situation, prendre des mesures. Quoiqu'il arrive, la lutte est déjà riche de leçons. On est calme, on voit les choses de haut, dans leur développement, on fait marcher les cerveaux.

Quand est diffusé le tract du PCF — l'intervention de Leroy à l'Assemblée nationale — qui ne mentionne même pas Cléon, on n'est pas trop surpris... La grosse gaffe !

• Berliet-Vénissieux

Les caristes occupent

Les caristes conduisant les chariots-élévateurs des usines Berliet de Vénissieux sont en grève depuis le 30 mai. Cette grève a notamment éclaté lorsque la direction a fait placer sur les chariots des controlographes précisant les distances parcourues, les tonnages transportés et élevés.

Autrement dit, les ouvriers travailleraient avec en permanence des « mouchards » sur le dos. Mercredi soir, les caristes ont décidé d'occuper l'atelier 24 qui est le dépôt de leur matériel. La direction a alors lock-outé près de 5 000 employés de la fonderie, du montage-camions et de l'emboutissage. Jeudi matin, les travailleurs lock-outés devaient se présenter malgré tout à l'usine pour protester ; les caristes poursuivent l'occupation.

**Abonnez-vous à
l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

DEUX NOUVEAUTÉS AUX ÉDITIONS DU CENTENAIRE

E.100 — Collection « Petite bibliothèque chinoise » :

URSS : LA DÉGÉNÉRESCENCE
Du socialisme au social-impérialisme

Ce texte traduit du chinois par les Éditions du Centenaire est un exposé simple, vivant et bien argumenté de l'évolution de l'Union Soviétique, ces 25 dernières années.

Il constitue un matériel de référence indispensable pour comprendre et expliquer la nature du social-impérialisme soviétique aujourd'hui.

190 pages — 15,50 F plus port : 3 F

ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES DE PÉKIN :

LES QUESTIONS DU LÉNINISME
J. STALINE

Contient 28 écrits, discours et rapports, dont :

- Les principes du léninisme
- Les questions du léninisme
- De la déviation de droite dans le Parti communiste (bolchévique) d'Union soviétique
- Questions de la politique agraire en URSS
- Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique.

980 pages — 11, F 80 plus port : 6 F

Pour les deux titres groupés, participation aux frais de port : 6 F.

Ces deux ouvrages sont en vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance aux :

ÉDITIONS DU CENTENAIRE

24, rue Philippe de Girard

75010 — PARIS (tél : 302-87-05)



DIMANCHE 11 JUIN, DE 10 h à 22 h
Parc des Loisirs de Valabre (Route Luynes-Gardanne)
Bouches-du-Rhône
Pour tout contact ou demande de participation
Téléphoner la journée au 16 91 90 97 07

PROGRAMME

Dimanche 11 juin de 10h à 22h

- 10 h Ouverture de la fête.
10 h 30 Témoignage-débat : vie et lutte des femmes.
« Pas de libération des femmes sans socialisme : pas de socialisme sans libération des femmes ».
Où en sont les luttes des femmes ?
12 h - Animation culturelle
- Pique-nique
13 h 30 - Réparation navale, chimie, sidérurgie, SNCF : face aux restructurations capitalistes, quelle riposte ?
- MAI 68 : dix ans après, débat avec Alain Delale co-auteur du livre « La France de 68 », rédacteur à la revue « Le Peuple français ».
- Contre le monopole de la presse régionale de droite et de gauche pour une information au service des luttes : débat avec des journalistes.
15 h Animation culturelle : - sketches - chants et danses du tiers monde - chorales - orchestres, etc.
16 h MEETING OUVRIER-PAYSAN
17 h 30 BAL POPULAIRE avec orchestre.
Débat avec des militants du PCF : après l'échec de la gauche : quelle démocratie ? quelle tactique avec le PS ? Quelle attitude vis-à-vis de l'URSS ? Quel projet de société ?
TOUTE LA JOURNÉE :
- Buffet - Buvette - Jeux de boule - Jeux
- Crêche - Garderie - Vente de livres - Exposition - Stands d'entreprises, d'associations, etc.

La fête du Cri

Ce sont un peu plus de 200 personnes, dont 150 étaient présentes au meeting, qui ont participé à la fête du « Cri », qui cette année se déroulait à Pignan. La présence d'un stand du PCR(ml) témoignait de l'avancée dans l'unification des marxistes-léninistes.

Après la projection de diapositives par des paysans marxistes-léninistes racontant leur récent séjour en Chine, une équipe de travailleurs immigrés a rencontré sur le terrain de foot une équipe d'étudiants étrangers de Montpellier. Ce match très amical s'est terminé par la remise d'une coupe.

Le meeting s'est ouvert par l'appel de notre camarade Marcel Piton, membre du PCF de 1926 à 1968, appel lancé aux militants du PCF à rejoindre comme lui les rangs du parti marxiste-léniniste.

Ont suivi trois interventions de travailleurs en lutte :
- Un militant CFDT de l'UD de Bagnols-sur-Cèze s'est exprimé à la tribune.

- Un travailleur de la SPRA, usine de Bagnols, a dénoncé la répression qui s'exerce contre les travailleurs dans cette entreprise et a montré la nécessité de s'organiser dans le syndicat pour s'opposer aux mesures patronales.

- Enfin une travailleuse de l'hôpital « La Colombière » de Montpellier, au nom de la section CFDT, devait raconter la grève menée dans cet hôpital. Les participants au meeting ont répondu à l'appel à la collecte puisque, en quelques minutes, ce sont 630 F qui ont été recueillis au profit des grévistes de la « Colombière ».

Enfin, la camarade Camille Granot, devant un auditoire attentif composé de nombreux travailleurs immigrés, donnait le point de vue des marxistes-léninistes sur l'échec de la stratégie du PCF et lançait un appel à l'unité, à la lutte et à rejoindre les rangs des marxistes-léninistes.

La soirée culturelle se déroulait avec la « Croche rouge », chorale de Nîmes dont les chants de luttes ont suscité un grand intérêt.

Un bal populaire a terminé cette journée au cours de laquelle de nombreux échanges ont renforcé l'unité militante des marxistes-léninistes et de leurs sympathisants et amis.

Paris, boulevard de la Villette, 23 h

Au début de cette année une affaire éclatait dans le 19^e arrondissement. Heide Bottcher était retrouvée mystérieusement torturée après un voyage dans un car de police secours. Une autre personne vient de faire un long voyage entre les mains des flics.

Le journal « Libération » fait état de l'aventure arrivée à Serge Houssaye. Celui-ci se promenait le 11 mai, boulevard de la Villette vers 23 h. Arrivant à hauteur d'un car de police, les occupants de celui-ci contrôlent son identité.

L'un des quatre brigadiers se met à le fouiller, lui palpant le corps s'attardant aux parties génitales de manière provocatrice. Serge alors demandait à l'individu de lui montrer son numéro de matricule. Le policier en question et un autre de ses collègues acceptaient, les deux autres policiers présents refusaient. Serge notait soigneusement le numéro de matricule et le numéro du car, ainsi que les coordonnées d'un témoin.

Autrement dit, il ne se laisse pas faire. Devant cette résistance d'un simple passant, l'un des deux policiers qui avait refusé de montrer son numéro matricule s'assied sur le trottoir et dit qu'il souffre du genou, prétendant avoir été bousculé par Serge Houssaye, ce qui est un mensonge que le témoin d'ailleurs confirme.

Ensuite Serge est poussé dans le car par le soi-disant blessé. Il est ensuite amené au commissariat du 10^e arrondissement. Là, alors qu'il est assis, les flics s'amuse à lui marcher sur les pieds en passant et repassant. Comme il proteste, l'un des flics lui assène un coup de poing sur le nez qui le fait saigner.

A 1 h du matin, Serge

a toujours mal au nez. On l'emmène à l'Hôtel-Dieu où on lui fait des radios. De retour au commissariat, les flics lui prennent de force tout ce qu'il a sur lui depuis l'argent jusqu'aux lacets en passant par sa ceinture. Ensuite, il est enfermé dans une cellule. Serge est sujet à des crises de tétanie (malaise dû à un manque de calcium). Craignant une crise dont les symptômes apparaissent il demande à être conduit à un hôpital. A 8 h 45, le matin, un car arrive mais pour le conduire à un autre commissariat. Il se sent de plus en plus mal et finit par tomber dans les pommes. A onze heures, il est conduit à l'Hôtel-Dieu au service des urgences. Une fois la crise écartée, il est conduit en chambre cellulaire à la salle Cusco. Il demande la visite d'un médecin qui ne viendra pas. Par contre, un inspecteur de police vient lui faire entendre sa déposition, qu'il refusera de signer constatant qu'elle a été transcrite de manière déformée. Après diverses convocations au commissariat, sous les menaces et injures, Serge n'a toujours pas récupéré ses affaires et ses papiers. Il a pris un avocat et va porter plainte à l'inspection générale des services.

Une affaire à suivre.

Quatre flics tortionnaires jugés

Quatre gendarmes tortionnaires de Bandol avaient torturé un ferrailleur en mars 1976. Ils ont comparu mercredi 7 devant le tribunal d'instance d'Aix-en-Provence.

Nos lecteurs se souviennent peut-être de l'histoire de René Adolphe, ce ferrailleur de Bandol, dans le Var, qui avait été torturé par la police, en mars 1976. De graves lésions aux oreilles, l'éclatement des tympanes, des blessures profondes sur tout le corps, c'est ce qu'avait constaté le médecin expert après l'interrogatoire que celui-ci avait subi à la gendarmerie de Bandol.

René Adolphe avait accusé les policiers tortionnaires de l'avoir sauvagement roué de coups et de l'avoir brûlé sur tout le corps avec la flamme d'un briquet. La raison de cet interrogatoire du ferrailleur est que les policiers avaient trouvé dans son garage le canon d'un fusil de chasse volé. A la suite des révélations de René Adolphe, une information aboutit à l'inculpation de quatre gendarmes. A la suite de cette histoire et des révélations du ferrailleur, plusieurs jeunes gens qui avaient, eux aussi, eu affaire à la brigade de Bandol après une bagarre à la fête de St-Cyr-sur-mer se plaignirent d'avoir été brutalisés par les gendarmes de Bandol.

L'insécurité, c'est celle du pouvoir

Hier, avant-hier et bien des fois dans le passé, nous avons écrit des articles sur la violence policière. Hier, c'était à propos du meurtre du jeune Gilles Ollivier, avant-hier, à propos de l'expulsion des travailleurs immigrés. Il ne se passe pas de semaine sans que de nouvelles exactions de la police ne viennent défrayer la chronique. Hier, nous disions que la violence policière était officiellement voulue et qu'elle restait impunie. La justice et la hiérarchie policière en effet, couvrent les actes des policiers auteurs de violences, parfois de meurtres. La violence de la police est chose normale, si l'on peut dire, et inévitable. En effet, la police dans notre société est par définition un corps répressif, entièrement au service de la bourgeoisie et des capitalistes.

Le pouvoir, les mass médias et les journaux à son service organisent parallèlement à cette violence antipopulaire toute une campagne d'intoxication pour lui donner un caractère légitime et la faire passer pour juste aux yeux de l'opinion. Leur but : tromper les gens sur l'origine de la violence, justifier, voire enjoliver leur propre violence.

Alors qu'une certaine presse monte en épingle la petite délinquance de jeunes, d'immigrés, de gens du peuple, elle cache soigneusement les crimes policiers. Cette même presse va même jusqu'à vanter en gros titres les exploits de Spaggiari, truand d'extrême-droite ou de Mesrine contribuant à détourner l'attention et à faire admirer ou approuver ce qui est réactionnaire et qu'il faut dénoncer et combattre.

La violence populaire existe. C'est la violence juste, celle que le pouvoir, les moyens d'information font tout pour discréditer. Elle est la réponse à la violence première de la bourgeoisie. C'est en premier lieu la violence de la classe ouvrière en lutte. Celle par exemple des ouvriers de Cléon repoussant la violence d'un commando de la maîtrise. Cette violence, nous la soutenons et l'encourageons car elle vient du peuple exploité et opprimé. Elle est juste. Il existe dans le peuple, chez les jeunes en particulier, une autre violence spontanée, qui exprime la révolte devant la répression, devant l'oppression.

Cette révolte peut conduire des jeunes à commettre des actes de violence que nous n'approuvons pas dans la mesure où ils ne mènent à rien, où elle est purement individuelle, où elle peut être même à la limite récupérée et utilisée par le pouvoir. Mais ces actes spontanés dans leur majorité, nous les comprenons même si nous ne les approuvons pas. En ce sens, nous nous démarquons de la position des partis qu'ils soient de droite ou de gauche qui attribuent à cette violence spontanée de la jeunesse, les causes de l'insécurité, masquant les responsabilités premières du pouvoir. Ces partis pour cette raison participent à l'intoxication qui consiste à prendre la prétendue insécurité comme raison du renforcement de l'appareil répressif et donc pour légitimer la répression.

En cette matière, il est très important d'avoir un point de vue de classe, de ne pas confondre l'ennemi et le peuple, afin de ne pas se tromper de cible.

Henri MAZERAU

Marée noire : six plages propres sur 26



Après la marée noire, les autorités avaient promis que tout allait être réglé rapidement, que les plages seraient propres avant l'été, que le pétrole ne serait plus qu'un mauvais souvenir.

A quelques jours de l'été, il s'avère que la réalité est toute autre. Nous publions une carte du « Matin » des plages touchées par la marée noire. Sur les 26 plages signalées, six seulement sont considérées comme propres.

En réalité, au début de juin, deux des quarante grandes plages recensées sont en parfait état et pra-

ticables sans risque. Quinze sont douteuses et quinze autres sont considérées comme sales, ceci sur les trois cents kilomètres de côtes polluées. Dans les Côtes-du-Nord, 70 % des plages sont propres.

Si en apparence beaucoup de plages sont propres, en réalité en creusant le sable à une profondeur de 30 à 50 cm, le pétrole remonte à la surface. Actuellement, pour éviter ce type d'inconvénients, des tonnes et des tonnes de sable propre sont déversées sur des plages « douteuses » pour qu'une épaisse couche propre recouvre le sable souillé.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine

Visite de l'usine de soie (Hangtcheou)

La politique de la bande des quatre La résistance des masses

Hangtcheou est une ville moyenne de quelques centaines de milliers d'habitants. La lutte contre la ligne de la « bande des quatre » y a été assez aiguë et difficile puisque plusieurs usines ont complètement arrêté leur production. En visitant l'usine de soie nous voulions mieux comprendre comment la politique suivie par la « bande des quatre » avait pu influencer des ouvriers, comment les masses s'y étaient opposées. Nous voulions aussi nous rendre compte de la phase de la lutte dans laquelle se trouvaient les ouvriers. Aussi après une courte visite de cette usine qui compte près de 1 800 travailleurs dont 53 % de femmes avons-nous posé diverses questions à la camarade Lin Jin-yi qui nous avait accueillis.

Quels moyens les partisans des Quatre de l'usine ont-ils employé pour tenter d'influencer les ouvriers et dans quelle mesure ont-ils réussi à faire pénétrer leurs idées ?

C'est en 1974, que les partisans des Quatre se sont mis à critiquer les règlements portant sur les normes de travail, le contrôle des produits finis, l'entretien des machines. D'après eux, ils étaient destinés à opprimer la classe ouvrière. Ils ont aussi dénoncé l'émulation socialiste dans l'usine comme une « productivité révisionniste ». Ces partisans étaient appuyés par un des responsables de la province du Tchékiang et ont fait pression sur les ouvriers qui voulaient continuer de travailler normalement en les taxant de « producteurs révisionnistes ». Par contre ceux qui étaient d'accord pour arrêter le travail ils les portaient

aux nues. En 1974, le responsable provincial qui avait mis sur pied tout un réseau fractionnel est venu dans l'usine pour dire qu'il fallait porter l'attention sur la critique et non la production.

RÉSISTANCE DES TRAVAILLEURS CONTRE LA LIGNE DES QUATRE

De quelle manière les travailleurs qui estimaient que cette ligne ne correspondait pas à l'application du principe de Mao Tsé-toung « Faire la révolution et promouvoir la production » ont-ils mené la lutte ?

Pendant toute une période la lutte a été très difficile. Les partisans des « Quatre » exerçaient la répression contre les ouvriers qui ne voulaient pas suivre leurs idées. Les travailleurs qui voulaient continuer à travailler intensivement pendant leurs huit heures étaient critiqués « ils ne savent que produire, suivre la ligne erronée » disaient d'eux les partisans des « Quatre ».

Le travail dans l'usine a été très perturbé. Malgré les manœuvres d'intimidation et la répression beaucoup ont persisté à vouloir accomplir leur travail. Par exemple un groupe de travailleurs étudiant un nouveau produit continua de le faire, sauf deux ou trois par peur de la répression. Une résistance passive s'est organisée et les vieux travailleurs révolutionnaires travaillaient sans prononcer un mot, ce qui représentait une forme de résistance aux « Quatre ». Ils comprenaient bien que la ligne des « Quatre » ramenait à l'ancienne société avec sa vie misérable.

TENTATIVE DE LEVER UNE DEUXIEME ARMÉE

N'arrivant pas à prendre la direction de l'APL et des milices, le responsable fractionnel de la province a même organisé ce



Sur cette photo, on voit la camarade Lin Jin-yi qui nous a accueilli à l'usine de soie avec un vieil ouvrier. Les partisans de la bande des Quatre l'avaient persécuté en l'accusant de vouloir « conduire la voiture à Moscou ». En fait, comme il nous l'a expliqué spontanément - nous avons demandé à le voir après avoir entendu parler de lui par la camarade Li Jin-yi - il voulait simplement continuer à travailler pour contribuer au bien-être du peuple et il a tenu tête avec fermeté aux partisans des Quatre, ce qui leur a fortement déplu.

qu'on appelle une « deuxième armée ». Il a recruté dans ses bandes armées des voyous, des voleurs, etc. et comme il n'y avait pas assez de monde il a voulu recruter parmi les ouvriers et a donné des directives à ce sujet. Le comité de parti de l'usine a fait une réunion de discussion à propos de cette directive. Il a été dit que cette directive n'était que personnelle et non une directive émanant du comité de parti provincial, que l'armée devait être dirigée par le parti et non par une seule personne, d'autre part qu'elle ne laisserait plus aucune place à la production.

Le comité de parti de l'usine a donc expliqué qu'il refuserait de suivre cette directive. Le lendemain même les partisans des « Quatre » sont venus à l'usine pour enfermer le secrétaire du comité de parti dans son bureau et l'obliger à faire une « autocritique ». Mais les ouvriers ont réagi. Une partie a entouré les partisans des Quatre et libéré le secrétaire tandis qu'une autre partie est allée protester au comité de parti provincial. Les ouvriers ont gagné et le secrétaire du comité de parti de l'usine a pu reprendre son travail.

INCITER A LA GUERRE CIVILE

Le responsable fractionnel a utilisé sa deuxième armée pour intimider et réprimer les ouvriers. Il a également incité à la guerre civile pour faire triompher sa ligne.

Le principe était en gros le

suivant : « Les vieux cadres sont déjà passés par plusieurs guerres. Nous les nouveaux cadres nous devons avoir aussi notre guerre. Nous devons nous aguerrir dans la guerre civile révolutionnaire »

Ils voulaient donc provoquer une guerre civile entre ouvriers. Lors du commencement de la critique contre Lin Piao et Confucius, il y a eu ainsi dans la région des batailles à coup de bâtons et même des batailles armées. Le président Mao qui connaissait bien la situation s'en est préoccupé en personne. En 1975, il a dit qu'il fallait bien régler le problème de la province du Tchékiang et cette année-là le dirigeant fractionnel a été arrêté. Mais la lutte a continué car d'autres sont venus prendre sa place. Cependant un bilan avait été fait sur le mouvement précédent et la ligne des « Quatre » avait perdu son audience.

ET MAINTENANT ?

Après l'écrasement de la bande des « Quatre » les travailleurs ont été très soulagés. La production qui avait beaucoup baissé pendant la période de domination de Lin Piao est remontée. L'année dernière le plan a été bouclé cinquante jours avant terme. Actuellement, beaucoup de réunions se tiennent pour mener à bien le processus de critique des Quatre et étudier le rapport de Houa Kuo-feng pour réaliser les quatre modernisations. L'année prochaine il faudra, pour réaliser le plan, augmenter la production de 45 %, acheter à cet effet de nouvelles

machines et élever le niveau technique. En même temps le mouvement de critique va continuer. Comme il y a à l'usine beaucoup de nouveaux apprentis, le comité de parti s'attache à bien les éduquer sur les luttes passées.

Si nous avons choisi de publier de larges extraits de cet entretien ce n'est pas avec la prétention de tout expliquer par là. Mais à notre avis il constitue, par sa richesse et toutes les questions qu'il soulève et demande à approfondir, une bonne entrée en matière à la réalité de la Chine d'aujourd'hui et à la lutte de classe complexe de ces dernières onze années. A travers ce récit, nos lecteurs peuvent déjà remarquer un certain nombre de choses.

La ligne des Quatre tendait à opérer certaines divisions dans la classe ouvrière notamment entre jeunes ouvriers et ouvriers plus chevronnés. Elle s'est heurtée, dès 1974 dans cette région, à une résistance multiforme des ouvriers qui dans l'usine de soie ont soutenu contre les « Quatre » leur secrétaire. Les partisans fractionnels des Quatre ont été amenés devant la résistance des masses à inciter à la guerre civile pour l'écraser, outre la répression à laquelle ils se sont livrés à l'aide de leur « deuxième armée ».

Enfin la poursuite de la modernisation dans l'usine est menée de pair avec l'approfondissement de la critique politique.

Jean NESTOR

UN PORTE DE CAHOUSAO MAO!



MAO TSE-TOUNG

VIT

Cette plaquette est toujours disponible

Prix 2F

Passer vos commandes et libeller vos chèques à l'ordre de APN-Éditions - BP 279 75866 Paris Cédex 18

Dans son dernier discours Carter temporise

Les discours des dirigeants américains se suivent mais ne se ressemblent pas obligatoirement. La semaine dernière, Zbigniew Brzezinski, directeur du Conseil national de sécurité, accusait l'URSS de « violer le code de la détente » par ses interventions en Afrique.

Ce mercredi, le président Carter a tenu, aux États-Unis, un discours axé sur les relations américano-soviétiques qui se sont dégradées au fil des dernières semaines.

La tendance de son discours est plutôt à la temporisation.

Carter a proposé à l'URSS un « élargissement de la détente ». Il a souligné que « l'Union soviétique peut choisir soit la confrontation, soit la coopération. Les États-Unis sont suffisamment préparés pour faire face à ces deux situations ».

Alors que l'offensive du social-impérialisme russe n'a fait que s'accroître ces derniers temps et que l'impérialisme américain a montré beaucoup d'hésitation, le chef de la superpuissance US déclare que « la détente doit être véritablement réciproque », que « chacune des deux nations se doit d'exercer une certaine

retenue dans les régions troublées et pendant les périodes difficiles ».

Il a déclaré également que les États-Unis « sont très préoccupés » par les initiatives soviéto-cubaines en Afrique, « c'est pour quoi ils soutiendront les efforts déployés par les Africains pour contenir une telle intrusion ».

Ces déclarations contradictoires en témoignent. Face à l'offensive russe en Afrique, l'impérialisme US montre un certain désarroi, hésitant entre la fermeté et la temporisation.

Leurs discours hypocrites ne doivent pas cacher qu'en sous main, ce sont toujours les superpuissances qui attisent le feu.

N'est-ce pas tromper les peuples du monde que de demander à l'URSS de se joindre aux États-Unis « dans la recherche d'une transition pacifique et rapide vers la règle de la majorité en Rhodésie et en Namibie » ? C'est ce que fait Carter. Mais pas plus le peuple namibien, le peuple zimbabwé que n'importe quel autre peuple ne comptent sur ces gangsters No 1 pour se libérer. Ils comptent avant tout sur leurs propres forces et la solidarité des peuples du monde.

Mesures sociales envers la famille

Le Conseil des Ministres a pris mardi la décision d'appliquer un certain nombre de mesures prévues dans le programme de Blois.

- Accroissement du pouvoir d'achat, des prestations familiales.

- Institution avant la fin de 1979 d'un revenu familial garanti de 3 500 F pour les familles d'au moins trois enfants.

- Mesures pour améliorer les ressources des mères de famille en cas de veuvage, séparation ou divorce.

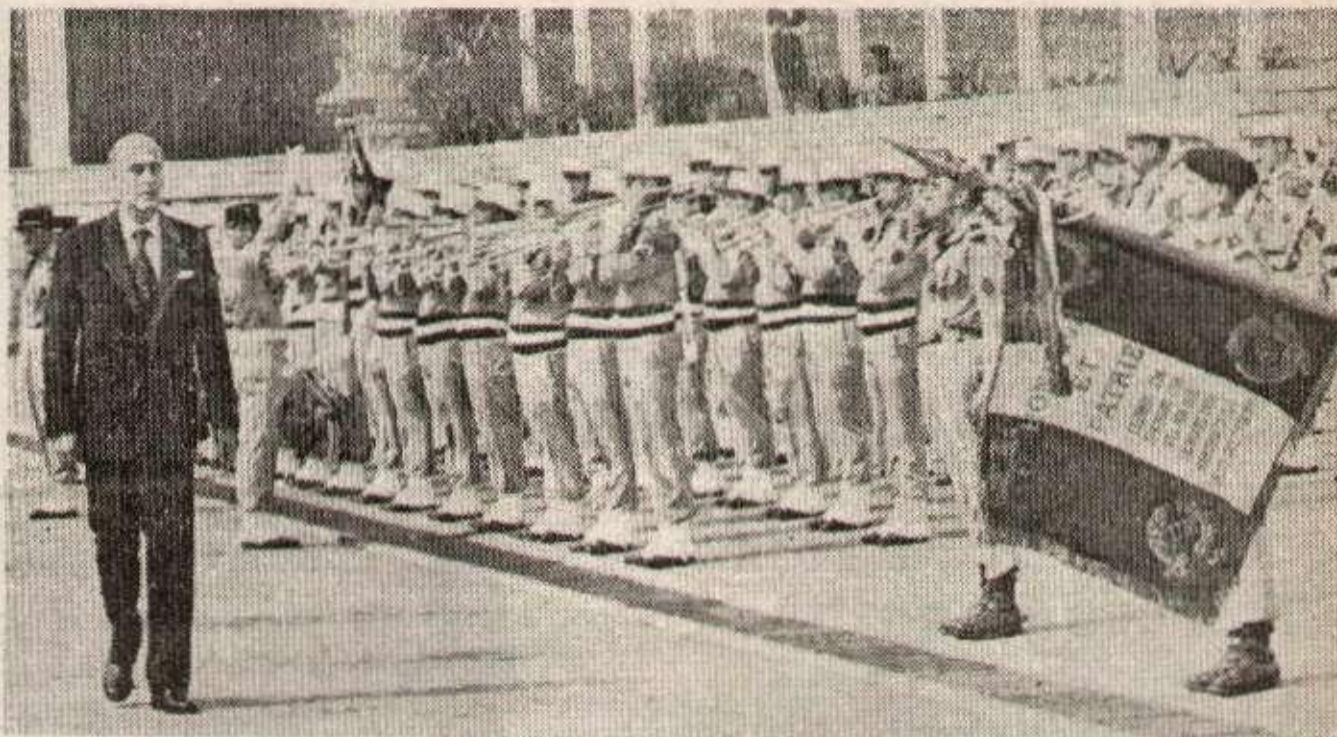
- Allongement du congé maternité de quinze jours après l'accouchement.

Bien sûr, certaines de ces mesures ne seront pas négociables étant donné les

conditions de vie extrêmement difficiles de beaucoup de femmes et de mères de famille. Mais d'où proviennent leurs difficultés ? N'est-ce pas du chômage croissant (57 % des chômeurs sont des femmes), de la baisse du pouvoir d'achat et c'est bien le gouvernement lui-même qui les favorise comme en témoignent les mesures prises récemment vis-à-vis des « canards boiteux » et de la « liberté des prix » qui vont encore accroître ces difficultés. Si le gouvernement annonce ainsi qu'il va donner quelques miettes, n'est-ce pas pour essayer de masquer sa responsabilité fondamentale dans le sort des travailleurs et des travailleuses de ce pays.

NOUVEAU PACTE POUR L'EMPLOI DES JEUNES : Mardi, l'Assemblée nationale a voté le nouveau pacte pour l'emploi qui reconduit dans ses grandes lignes celui lancé en 1977 en faveur des jeunes. Les mesures prises ont été étendues à certaines catégories de femmes, notamment les femmes célibataires chargées de famille, mais on remarque que les sommes dégagées sont plus faibles que l'année dernière.

Par ailleurs, ces mesures vont jouer en grande part le rôle d'un cataplasme sur une jambe de bois pour la masse de la jeunesse d'âge à travailler. En effet, elles surviennent alors que bien des jeunes ont perdu l'emploi qu'ils avaient pu avoir à la suite des mesures de 1977. Par ailleurs, plusieurs centaines de milliers de jeunes vont venir s'ajouter aux chômeurs actuels au début de l'été. De toute façon ces emplois, bien sûr sous-payés, seront encore une fois temporaires.



« Les légionnaires, au moins, m'auront réservé un bon accueil » semble penser Giscard.

Giscard en Corse

Derrière les discours officiels, une grande inquiétude

(Suite de la page une)

Malgré la tranquillité affichée, notamment dans le discours de Giscard, les autorités sont inquiètes.

Près de cent-cinquante attentats à l'explosif ont eu lieu depuis le début de l'année. La villa du préfet Riolfacci, qui bien entendu accompagne Giscard, a elle-même été plastiquée récem-

ment lors d'un attentat revendiqué par le FNLC.

Les rues d'Ajaccio sont donc quadrillées par la police et un déploiement de forces considérables accompagne la visite de Giscard, quoiqu'en dise Bonnet, ministre de l'Intérieur, qui a estimé que les effectifs des forces de l'ordre étaient

« tout à fait convenables » pour tenter de masquer l'inquiétude officielle.

Quelques heures avant l'arrivée de Giscard, les services de sécurité ont détecté la présence de clous répandus sur la route reliant l'aéroport à la ville. Alors que les autorités prétendaient avoir mis hors d'état

de nuire le FNLC à Bastia par leurs arrestations, des attentats ont eu lieu à nouveau, revendiqués encore une fois par le FNLC. On annonce même que, sitôt arrivé en Corse en provenance du Zaïre, le colonel Erulin qui y commandait les paras français, aurait vu sa voiture détruite par un attentat.

Protestations d'organisations corses

Dans un communiqué de presse, « L'Unione di i travagliatori corsi esilati » (Union des travailleurs corses exilés) déclare :

« A l'occasion de la venue en Corse de Giscard d'Estaing, les interpellations et arrestations se multi-

plient dans l'île et sur le continent. Le 2 juin 1978, une militante de l'UTCE, trésorière de la section de Paris, Annik Luccioni, a été interpellée à son domicile par des policiers de la brigade criminelle, agissant pour le compte de la cour

de Sûreté de l'Etat, dans le cadre du flagrant délit.

« Après une fouille minutieuse et négative, les policiers ont saisi certaines archives de l'UTCE. Notre militante a été gardée à vue pendant plus de 35 h à la police judiciaire, qualifiée d'Orfèvres (...).

« L'UTCE regroupe tous les travailleurs corses désireux de retourner au pays et lutte contre la répression infligée au peuple corse.

L'UTCE proteste donc énergiquement contre les mesures prises à l'encontre de ses militants et contre la saisie et l'examen de ses archives. »

Pour sa part « A Chjama a u populu », qui regroupe plusieurs organisations (*), a déclaré entre autres :

« Le président de la République française est le responsable actuel de la politique colonialiste menée avec la complicité des deux chefs de clans contre le peuple corse. Le bilan néfaste de cette politique est attesté d'abord par l'exil dramatique de notre jeunesse, la mort de notre culture et le pillage des richesses de notre pays ; sans oublier le démantèlement de l'économie, le chômage chronique et les atteintes aux droits des travailleurs, auxquels viennent se surajouter l'immigration massive de non-Corses, l'institution-

nalisation de la fraude et la valorisation de la Légion étrangère, instrument privilégié de la colonisation.

« Après l'organisation par le pouvoir des barbouzes de « Francia », le voyage présidentiel impose à la Corse un déferlement policier et un quadrillage militaire sans précédent, caractérisés par des contrôles massifs, des fouilles, des incitations à la délation : la répression s'amplifie et touche la communauté corse de l'île et de l'exil ; perquisitions sans mandats, arrestations arbitraires de patriotes déferés devant la cour de Sûreté de l'Etat, tribunal d'exception antidémocratique (...).

« Ce voyage se prépare par une manipulation forcée de l'information et est assorti des promesses d'usage, de pressions et de chantage sur les maires en particulier ; en effet, l'Elysée a imposé à ceux-ci le contrôle préalable de leur discours et celui de Sartene a été menacé d'une suppression de la subvention nécessaire à la construction de sa future cité administrative (...).

(*ICFDT Haute-Corse, Aiutu Paisanu, SGEN-CFDT Haute-Corse, FPC, Palazzu nazionale, élus de progrès Corse-du-Sud, UPC, Syndicat des exploitants agricoles de Ghisonaccia-Fiumorbu, ULC, Populu vivu, CSC, CAR, Directoire de l'Università corsa, Strada corsa, Corsicada.

Les emprisonnés corses transférés à Paris

L'UPC leur apporte son soutien

Mercredi matin, à Bastia, les patriotes corses emprisonnés ont été emmenés en fourgons cellulaires grillagés et escortés par les CRS jusqu'à l'aéroport pour être transférés à Paris et déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat.

Des amis et des membres de leur famille les attendaient à la sortie du commissariat central et les ont accueillis aux cris de « Liberté ! Liberta per u Corsica ! » et « Liberta per u populu ».

Les autonomistes de l'UPC ont tenu à faire

connaître le soutien à ces emprisonnés : « Les membres du FNLC sont d'autant plus patriotes. Ils partagent nos motivations fondamentales même si les finalités politiques et les moyens qu'ils ont adoptés sont totalement distincts des nôtres ».

Comme on voit le fameux « coup d'arrêt porté aux exactions séparatistes » dont se vantent certains dans les milieux pro-gouvernementaux n'a fait que resserrer la solidarité des Corses.